LE DOSSIER DE RSHD

L'euro, une chance pour la France

Dix ans après le lancement de l'euro comme monnaie fiduciaire (billets et pièces), le tocsin vient de retentir là où on ne l'attendait pas, à l'extrémité de son périmètre de diffusion, dans l'Orient compliqué. La crise est venue de la Grèce, intégrée à l'UE pour des raisons politiques, foyer de civilisation, libéré du régime des colonels. La Grèce, position avancée de l'Europe dans une Méditerranée orientale agitée, devait être membre de l'UE et de l'Union monétaire. L'euro circulerait donc en Grèce, sur la base des critères de convergence,les fameux indicateurs appliqués aux taux d'intérêt, de change, d'inflation,de déficit et de dette, tous conformes, tous faux, après les statistiques mensongères du gouvernement grec.

La Grèce aura vécu prés de dix ans avec l'euro pour finalement se retrouver en cessation de paiement et mettre le feu à la zone euro. Comment en est-on arrivé là ? Par la magie d'une monnaie venue d'ailleurs, procurant à la Grèce des taux de change et d'intérêt totalement artificiels, par rapport à la réalité économique du pays. La réalité de la Grèce, c'est le déficit budgétaire chronique, entretenu par une pléthore de fonctionnaires, surpayés et sous-employés, par des dépenses militaires en compétition avec la Turquie, dix fois plus peuplée, par des recettes en peau de chagrin, dans un pays où la fraude fiscale est un sport national. On comble donc le déficit budgétaire en empruntant à un taux faible, celui de la Banque centrale européenne (BCE), et on importe avec une devise au fort pouvoir d'achat tout ce que l'on ne produit pas, parce que les coûts de fabrication sont trop élevés. Il faudra dix ans pour faire exploser la bulle grecque: 300 milliards d'€ de dette pour 10 millions d'habitants. Les agences de notation dégradent la signature grecque:les taux d'intérêt de refinancement de la dette augmentent à un niveau tel que menace la cessation de paiement et l'appel au FMI, prêteur en dernier ressort des Etats en faillite, comme ce fut le cas pour l'Argentine.

L'euro, création imparfaite

Dans son malheur, la Grèce rendait un signalé service à ses 15 partenaires de l'Union monétaire: elle officialisait, pour mieux les corriger, les lacunes de l'euro, belle invention insuffisamment disciplinée. Car, en 1998, on avait bien créé une nouvelle monnaie, une monnaie européenne constituée à partir d'un panier de devises des Etats-membres, à hauteur de la puissance de chacun. On avait lancé l'euro, bloqué les parités entre monnaies constitutives, ce qui excluait les dévaluations, et affirmé une parité de 1,18$ pour un euro, proche de la parité actuelle, après une dépréciation de 20%.

On avait simplement oublié qu'une monnaie n'est pas simplement une unité de compte, mais une valeur, cotée, non par les Etats qui l'émettent, mais par le marché, comme la dette est appréciée par les agences de notation qui influent sur le taux d'intérêt. Les monnaies modernes, convertibles par définition, sont cotées par le marché des changes, référence qui incline les gouvernements à l'humilité puisqu'ils ne peuvent qu'enregistrer ses résultats, hommage si la devise s'apprécie, outrage si elle perd de sa valeur. Dans son acception la plus classique, la moins corrodée par le laxisme du XXème siècle, celle du franc-or dit Germinal, celle de De Gaulle, en 1968,

Document Produced by deskPDF Unregistered :: http://www.docudesk.com

quand il refuse la dévaluation du franc, après le séisme de mai, la monnaie n'est pas qu'un simple numéraire à caractère libératoire; elle est une valeur, expression du travail, de la performance et surtout garante de l'épargne. Elle doit donc conserver sa valeur, sauf à flouer ses détenteurs.

Délices et poison de l'inflation

Le virus qui ampute la monnaie de sa valeur, c'est l'inflation, tare des gouvernements pusillanimes, champions de la dévaluation. Le décor est planté. Deux écoles de pensée, deux cultures se partagent la gestion monétaire et on va les retrouver dans la zone euro, jusqu'à la crise grecque dont le résultat inattendu sera, peut-être, d'en faire justice.

Il y a, d'un côté, les orthodoxes pour lesquels la monnaie doit d'abord être stable parce qu'elle est le support de l'épargne, parce qu'elle garantit le pouvoir d'achat, parce qu'elle permet d'exporter à des prix compétitifs et d'importer à bas prix, les matières premières, comme le pétrole, en particulier. Pour les orthodoxes, la monnaie est une valeur sûre qui doit être assumée, défendue au quotidien, grâce à un effort de gestion qui garantit son pouvoir d'achat, donc bannit les déficits et la dette. En face, se situent les mystificateurs pour lesquels la monnaie n'est qu'une unité de compte, fluctuante par définition, jamais à la hausse, toujours à la baisse, parce que, dans le camp des mystificateurs, il n'y a pas place pour le courage, pour la compétition, mais pour la facilité et la veulerie. Ceux-là acceptent le verdict du marché, celui des gnomes qui sanctionnent les monnaies amputées de leur valeur par l'inflation. En clair, ces gouvernements de rencontre laissent filer prix et salaires, au lieu de les indexer sur la productivité, pour mieux répandre l'illusion de l'augmentation des revenus, aussitôt reprise par l'inflation et la dévaluation.

Cette gestion ou plutôt cette facilité est une tromperie que la France a pratiquée allègrement pendant près d'un siècle et elle a pesée sur le lancement de l'euro qui, au départ, est envisagé sans régulation nationale. Certes, il y a bien la BCE, chargée de la politique monétaire, cad de la fixation du taux d'intérêt directeur, mais il n'y a pas de politique économique commune, de fiscalité, parafiscalité européenne. Les seules balises imposées, au dernier moment, par le gouvernement allemand, sont énoncées dans le pacte de stabilité : les Allemands se sont réveillés en songeant qu'une monnaie, a fortiori unique, pouvait fluctuer, voire sombrer si aucune discipline ne régulait la politique économique des Etats. Et c'est-ce qui va se passer en Grèce où, à l'abri des taux d'intérêt et de change de l'euro, on gonflera les déficits et la dette.

L'anesthésie de la dette

Avec quelques circonstances atténuantes. Car aucun des pays de la zone euro ne respectera le pacte qui fixait deux règles : 3% de déficits publics et 60% d'endettement. La France et l'Allemagne s'entendaient pour oublier le pacte et la crise des « subprimes », suivie de programmes de relance à tout va, aura pour effet de gonfler les déficits qui passeront à 5% en Allemagne et 8% en France, alors qu'ils dépassent les 12% en Grèce.

Document Produced by deskPDF Unregistered :: http://www.docudesk.com

La crise grecque va ainsi jouer le double rôle de révélateur des carences de la zone euro et de détonateur. Elle est doublement révélatrice du gâchis de l'adhésion grecque à la zone euro, sur la base de statistiques fausses, au nez et à la barbe de Bruxelles. Elle est surtout révélatrice de la fragilité du système, par l'effet de propagation de la crise. La menace de cessation de paiement de la Grèce suit le tocsin sonné par les agences de notation qui dégradent la signature grecque et ouvrent le bal de l'augmentation des taux d'intérêt, insupportable pour les finances grecques. La propagation touche très vite les autres pays du bassin méditerranéen, membres de la zone euro, Portugal et Espagne. Tous ces pays dits « Club Med » se retrouvent victimes des mêmes causes et effets. L'Espagne, portée par les taux d'intérêt de la zone euro, s'est lancée dans des programmes immobiliers qui forment une bulle de crédits en forme de bombe et un chômage à 20%.

Solidarité ou solidité ?

Face à la crise grecque, il y avait, pour la zone euro, deux réponses. La première, la plus rationnelle, était celle de la chancelière allemande qui se retranchait derrière les traités, excluant tout renflouement des Etats de la zone en situation de difficultés financières. Angela Merkel renvoyait la Grèce au FMI dont c'est le rôle, avec un commentaire sur les mauvais élèves de la zone euro dont le renflouement aurait eu valeur de contre-exemple, CAD d'encouragement au laxisme. L'autre position a été celle de Nicolas Sarkozy qui a hissé, non pas le pavillon noir, mais celui de la Croix rouge : les 16 de l'Union monétaire sont solidaires entre eux; le périmètre de l'Union ne doit pas se réduire; il faut donc aider la Grèce. La chancelière traînera les pieds, mais s'exécutera.

Les 16 vont ainsi créer un fonds monétaire européen ou plutôt une facilité de crédits pour les membres de la zone, à hauteur de 750 milliards d'€. Tout le monde est content: la solidarité voulue par Paris l'emporte, mais le FMI voulu par Angela Merkel, contre le gré du président de la BCE, est partie prenante du dispositif.

Ayant cédé sur le principe et le mécanisme de solidarité européenne, la chancelière retrouvait l'initiative et posait ses conditions : l'application stricte, sous réserve de sanctions, du pacte, l'examen préalable des budgets nationaux pour détecter et corriger les déviances, facteurs de déficits et de dette, l'inscription de l'équilibre budgétaire dans les constitutions nationales, comme c'est le cas en Allemagne où le déficit est plafonné; enfin,et à la fin des fins, l'exclusion des Etats qui persistent à ne pas respecter les disciplines de la zone euro.

Deux cultures

Le dispositif est en cours de négociation à 16, bientôt 17, avec l'entrée de l'Estonie dans la zone. Mais on mesure d'ores et déjà que la survie de l'euro procédera de la crise grecque, véritable catharsis qui aura bonifié, rationalisé l'Union monétaire.

Les deux cultures qui se sont opposées pendant les dix dernières années reposent sur des conceptions de la monnaie, au demeurant totalement antagonistes, même si elles ont réuni, au sein d'un même ensemble, des Etats en situation de divergences.

La doctrine monétaire allemande, qui est celle de l'Europe du nord et de la Suisse, s'appuie sur deux piliers. Le premier fait appel à des syndromes historiques,

Document Produced by deskPDF Unregistered :: http://www.docudesk.com

l'inflation de Weimar et le coût de la réunification. L'opinion allemande est ainsi résolue à refuser tout transfert de richesse aux régions ou Etats en difficulté. La Grèce est victime de ce veto. Le second, plus positif, c'est le choix de l'équilibre des comptes publics pour éviter déficit et dette, avec, en contre-point, ce constat de bon sens : s'il suffisait d'être champion des déficits et de la dette pour être prospère, alors la Grèce serait ruban bleu…

Le résultat de cette doctrine en forme d'axiome, c'est une monnaie, non pas forte, mais stable. Stable à l'intérieur pour rassurer les épargnants sur la valeur de leur épargne; stable à l'extérieur, grâce à un taux de change qui ne varie pas à la baisse, minore le prix des importations, stabilise les prix à l'exportation, en clair, pèse sur l'inflation, toujours attisée, comme en France, par les revendications salariales, reflet du front de classes. C'est sur ce terrain que l'Allemagne de Schröder, chancelier de gauche, prédécesseur d'Angela Merkel, a le mieux réussi, en lançant et en faisant aboutir son Agenda 2010 qui réduisait les coûts de production.

Aujourd'hui, il reste à Christine Lagarde, ministre des Finances, à manier la remontrance à l'égard de l'Allemagne, coupable de truster les exportations, pour cause de baisse des coûts, alors que la France les laissait volontiers filer et enregistre un déficit commercial annuel de près de 50 milliards d'€, qui n'a jamais été aussi élevé qu'en mai dernier, alors que l'euro a perdu 20% de sa valeur.

Une bonne fille, l'inflation…

Depuis l'abandon du franc-or, les gouvernements français n'ont eu, jusqu'à l'euro, ni doctrine ni axiome. Ils ont succombé à l'empirisme, masque de la facilité et celle-ci avait un nom, l'inflation, ruine de l'épargnant, bonne fortune des débiteurs, élixir de paix sociale pour des gouvernements faibles. Cette adhésion sans gloire aux vertus de l'inflation est d'autant plus inattendue dans un pays où le franc-or, archétype de stabilité, a existé pendant plus d'un siècle, grâce à des mécanismes d'une excessive simplicité: on augmente la masse monétaire, cad l'encaisse-or en battant monnaie s'il y a expansion; on réduit la masse métallique s'il y a récession ou déficit. On battra beaucoup monnaie avec l'or de Californie, sous le IIème Empire, parce que la prospérité, toujours niée par les adversaires du régime, s'exerce et c'est dans le bas de laine des Français que l'on trouve, aujourd'hui, l'encaisse-or la plus abondante, le plus souvent à l'effigie de Badinguet. L'étalon-or disparaît avec la Ière Guerre mondiale et surgit aussitôt l'inflation. On laisse filer les coûts de production des entreprises, salaires, en particulier, par couardise ou faute de productivité; les prix augmentent, cessent d'être compétitifs, creusent le déficit commercial et ouvrent la voie à la dévaluation.

La monnaie n'est plus synonyme de valeur, mais de pouvoir d'achat tronqué. Il faut donc s'en débarrasser, investir dans la pierre pour les plus entreprenants et constater la tromperie des épargnants, le marasme des titulaires de revenus fixes. S'il n'y a pas d'épargne pour financer l'investissement, il reste l'Etat, toujours l'Etat qui finance le logement, comme sous la IVème République quand il se livre à la cavalerie en finançant des engagements à long terme avec des ressources à court terme. Tout banquier succombant à ce type d'exercice recevrait un billet d'écrou. Pas l'Etat français qui, sous la IVème, pare au plus pressé, laisse filer l'inflation et dévalue, à l'exclusion d'Edgar Faure, entre 1953 et 1955.

Document Produced by deskPDF Unregistered :: http://www.docudesk.com

L'inflation déferle sous la IVème, mais n'est pas absente de la Vème. Le Général inaugure son septennat par une forte dévaluation, en 1958, qui vaudra à la France dix ans de stabilité, terrassée en 1968. Georges Séguy sort triomphant du Grenelle de l'époque, avec 30% de majoration du SMIG. Mais, en août 1969, dans la chaleur de l'été, Chaban inaugure sa « Nouvelle société » par une dévaluation qui reprend d'une main ce que l'autre avait donné un an plus tôt. En 1981, Mitterrand salue l'aube nouvelle par trois dévaluations, mais, champion du contre-pied, il impose l'Union monétaire et sort transfiguré : lui seul, homme de gauche, élu sur un programme commun avec le PC, est capable d'imposer la monnaie unique. 15 ans plus tard, il laissera en héritage ce que la Droite, Giscard, en particulier, aura été incapable de réaliser : une même monnaie pour l'Europe et une monnaie stable.

Pas de salut hors de l'euro

Dix ans après le lancement de l'euro et la réponse de l'Europe à la crise grecque, on peut, sans audace excessive, espérer la fin de la guerre des cultures monétaires. Bien loin de fracturer la zone euro en deux devises, l'une stable pour le nord de l'Europe, l'autre, au fil de l'eau, comme l'animal familier, dans le sud, France en tête. La crise grecque devrait réconcilier les uns et les autres. Les facilités de refinancement accordées à la Grèce ont un prix : la rigueur dans la gestion des finances publiques et la redécouverte des vieux principes d'équilibre. Et à ce jour, l'austérité déclenchée dans les pays d'Europe du sud n'a pas provoqué de révolution. La sagesse qui est celle de la sauvegarde de l'euro semble bien l'emporter. Les chèques sans provision de l'inflation n'ont plus cours. L'honnêteté élémentaire dans la gestion des finances publiques s'impose, fût-elle qualifiée d'austérité. On renverra dans les ténèbres extérieures les keynésiens transis, apôtres de la facilité qui ruine les épargnants, qualifiés avec mépris de « rentiers »; on ne traitera pas mieux les apôtres de la « monétisation » par la BCE de la dette des Etats en faillite. Ce sont toujours les mêmes qui laissent filer salaires et prix, actionnent la planche à billets pour mieux dévaluer en catimini, envoient les Français, et ceux du Haut-Doubs en savent quelque chose, chercher des emplois dans les pays limitrophes, titulaires, par leur discipline, d'une monnaie stable. Mais sur cet exode des Français, autrefois, cad avant l'euro, drainés par la dévaluation permanente du franc et la surévaluation des monnaies voisines, on n'entendait rien et on n'entend toujours rien chez les fossoyeurs de la monnaie stable.

Mitterrand que l'on n'attendait pas sur ce terrain de la stabilité monétaire a su négocier ce tournant en le faisant assumer par l'Europe. La performance lui vaudra de rester dans l'histoire comme l'artisan de l'Union monétaire. Sans doute, repose-t-il dans ce mausolée, puissant et solitaire, oublié de ceux qu'il a ramenés au pouvoir et largement prébendés, mais qui, en 2005, n'ont pas hésité à porter un mauvais coup à l'Europe, en faisant voter contre le traité constitutionnel… La crise grecque est à la fois une épreuve et une chance pour l'euro auquel le nom de Mitterrand restera attaché, de celui qui a contribué, dans son positionnement de gauche, à débarrasser la France de ce complexe historique de sacrifice de la monnaie à l'inflation.

Document Produced by deskPDF Unregistered :: http://www.docudesk.com